



Conseil économique et social

Distr. générale
19 juillet 2013
Français
Original : anglais

Reprise de la session d'organisation de 2013

Point 1 de l'ordre du jour

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

Nomination de 24 experts au Comité d'experts de l'administration publique

Note du Secrétaire général

En application de la résolution 2001/45 du Conseil économique et social, le Conseil doit examiner les candidatures de 24 experts proposés par le Secrétaire général, qui devraient siéger au Comité d'experts de l'administration publique à titre personnel, pour un mandat de quatre ans commençant le 1^{er} janvier 2014 et expirant le 31 décembre 2017. On trouvera ci-après des informations biographiques sur les 24 candidats désignés par le Secrétaire général.

Giuseppe Maria Armenia (Italie)

M. Giuseppe Maria Armenia est titulaire d'un diplôme d'études supérieures en ingénierie. Il a acquis une vaste expérience aux postes qu'il a occupés dans des sociétés internationales du secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) (Vodafone, Telecom Italia, Ericsson et Nortel Networks) et a assumé d'importantes fonctions au sein de l'administration publique italienne. Il a géré des projets d'une valeur de plus 100 millions d'euros et des équipes de plus de 200 personnes. Ces cinq dernières années, M. Armenia a assumé les fonctions de Directeur de l'informatique à l'Office italien de promotion du commerce. À ce poste, il a supervisé la mise en place d'un réseau Voix sur le protocole Internet (VoIP) reliant plus de 35 bureaux à travers le monde. En 2005, il a géré l'installation d'une plateforme Citrix, qui a fait de l'Office la première entité de l'administration publique italienne à disposer d'une application Bureau à distance, récipiendaire d'un prix de SMAU Milan, le salon italien des technologies de l'information et des communications. En 2007, il a créé un système de suivi de la veille économique et de la performance, qui a valu à l'Office d'être reconnu comme étant l'entité qui disposait des meilleures pratiques en matière de TIC au sein de l'administration publique. Depuis 2009, M. Armenia est directeur général de RetItalia Internazionale SpA. Cette entreprise, qui est entièrement contrôlée par le Gouvernement italien, offre des services informatiques et des solutions d'administration en ligne au



Ministère du développement économique et, en particulier, à l'Office italien de promotion du commerce. Sous la supervision générale du Conseil d'administration, M. Armenia prête conseil sur les stratégies d'administration en ligne, la bonne gouvernance et les questions opérationnelles relevant des entités étatiques (ministres et leurs adjoints, secrétaires d'État et autres hauts responsables de l'administration publique, par exemple). Il négocie aux niveaux les plus élevés de l'administration publique et avec de grandes entreprises privées pour répondre aux attentes des parties prenantes. Il donne des avis sur des solutions d'administration en ligne, les acquisitions dans le domaine des TIC et les modifications de procédures à travers le monde.

Türksel Kaya Bensghir (Turquie)

Le professeur Türksel Kaya Bensghir est membre du corps enseignant de l'Institut d'Administration Publique pour la Turquie et le Moyen-Orient. Elle est fondatrice et directrice du Centre pour l'administration électronique, qui a été institué au sein de l'Institut en juin 2009. En sa qualité de spécialiste des systèmes d'information de gestion, M^{me} Bensghir dispense des cours sur ces systèmes, ainsi que sur l'administration électronique et la gouvernance électronique à l'Institut et dans différentes universités en Turquie, notamment dans le cadre de séminaires organisés à l'intention de gestionnaires et de fonctionnaires de haut niveau, turcs et étrangers. Le professeur Bensghir est l'auteur d'un ouvrage intitulé *Information Technology and Organizational Changes*. Elle a également coécrit les ouvrages suivants : *E-Signature: Implementations within Public Organizations in Turkey* (avec Ferda Topcan) et *Geographic Information Systems in Local Governments: Applications in Turkey* (avec Asli Akay). Elle a dirigé la publication de plusieurs livres et rédigé des chapitres d'ouvrages. De nombreux articles écrits par le professeur Bensghir ont été publiés dans des revues nationales et internationales. Elle a dirigé des projets de recherche et présenté des exposés lors de conférences nationales et internationales sur l'administration électronique, la gestion des connaissances dans les organisations publiques, la signature électronique, les relations publiques et les technologies Web, l'évaluation des sites Web municipaux, l'administration électronique locale, l'utilisation des systèmes d'information de gestion dans les municipalités, le fossé numérique et les cybercafés. En outre, le professeur Bensghir a supervisé des mémoires de maîtrise et des thèses de doctorat et siégé dans des jurys de soutenance de ces maîtrises et de ces thèses qui traitaient de sujets tels que les systèmes d'information de gestion, l'administration électronique et la gouvernance électronique, au sein de l'Institut et dans diverses universités. Elle siège dans les comités de rédaction des publications suivantes : la « Revue de l'administration publique » et la « Revue des collectivités locales modernes », publiées par l'Institut, la « Revue des sciences économiques et administratives » de l'Université Hacettepe, la « Revue de la Faculté des sciences économiques et administratives » de l'Université Selçuk de Karaman, la « Revue de la Faculté des sciences économiques et administratives » de l'Université Akdeniz et la « Revue des sciences policières ». Depuis 1996, le professeur Bensghir est membre de l'Association turque d'informatique et fournit à des groupes de travail un appui scientifique dans le cadre de la plateforme « informatique publique » de l'Association. Elle est également membre de comités associés au Mobile Government Consortium International et à la Conférence européenne sur l'administration électronique et participe à des conférences sur l'administration

électronique et les technologies de l'information et des communications organisées en Turquie. Par ailleurs, depuis 2000, elle participe, en qualité de conseillère scientifique, à la réforme de l'administration électronique et de la gouvernance électronique en Turquie.

Rowena G. Bethel (Bahamas)

M^{me} Rowena G. Bethel fournit des services de consultation intéressant l'administration électronique, le droit et les politiques de l'infocommunication, la réglementation du secteur financier et la coopération fiscale internationale. Pendant plus de 27 ans et jusqu'au 21 août 2011, elle a assumé des fonctions de direction au sein de la fonction publique des Bahamas. Elle a exercé les fonctions de Conseillère juridique auprès du Ministère des finances des Bahamas et auprès du Directeur de la Commission de contrôle (qui supervise la lutte contre le blanchiment d'argent en ce qui concerne les institutions financières non classiques). En sa qualité de Conseillère juridique, M^{me} Bethel a fourni des services spécialisés dans les domaines suivants : l'administration électronique et le programme national de la société de l'information; la privatisation de la Bahamas Telecommunications Company (entreprise de télécommunications contrôlée par l'État); la réglementation du secteur financier et de l'industrie des télécommunications; et la coopération fiscale transfrontalière. Elle est à l'origine de l'élaboration de textes importants, dont : l'ensemble des lois d'habilitation relatives au cybercommerce, adoptées en 2003 (loi sur les communications et les opérations électroniques, loi sur le piratage électronique et loi sur la protection des données); les cadres législatifs et administratifs destinés à faciliter la coopération fiscale transfrontalière et l'échange d'informations fiscales entre les Bahamas et les États-Unis d'Amérique (loi de 2003 relative aux accords portant sur les échanges d'informations fiscales entre les Bahamas et les États-Unis d'Amérique et loi de 2010 sur la coopération internationale en matière fiscale); ainsi que les modifications apportées, en 2007, à la législation financière, qui ont, notamment, permis de renforcer la coopération entre les organismes de réglementation nationaux et accru les pouvoirs de la Commission des valeurs mobilières des Bahamas. Depuis 2000, M^{me} Bethel est membre de l'équipe chargée de négocier les échanges d'informations fiscales. Elle a assumé les fonctions de négociatrice principale pour les conventions fiscales et les accords portant sur les échanges d'informations fiscales souscrits par les Bahamas entre avril 2009 et 2011. De 2002 à 2011, M^{me} Bethel a représenté les Bahamas au Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales organisé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Par ailleurs, elle a été membre des entités suivantes : a) le Groupe de travail de l'OCDE sur l'égalisation des chances et le Groupe d'examen par les pairs; b) le Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale; et c) le Conseil stratégique de haut niveau de l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement. Elle a également été conseillère technique et négociatrice auprès du mécanisme régional de négociation de la Communauté des Caraïbes dans les domaines de la protection des données ainsi que des questions fiscales et financières. Elle est titulaire d'une licence de droit de Leicester University (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), d'une maîtrise en droit, option droit et politiques relatives aux technologies de l'information et des communications, de l'Université de Strathclyde (Royaume-Uni) et d'un diplôme de droit sur le cybercommerce

offshore décerné par Internet Business Law Services (États-Unis d'Amérique). Elle a été admise au barreau anglais en 1982 et est membre active du barreau des Bahamas depuis 1983.

José Castelazo (Mexique)

M. José Castelazo est Président de l'Institut national d'administration publique depuis 2011, après en avoir été le Secrétaire exécutif depuis 2002. Au sein de l'Institut, il s'est attaché à créer une spécialisation dans les domaines des politiques gouvernementales et de l'administration centrale, municipale et régionale. Son domaine d'étude est l'administration publique et il est titulaire d'un doctorat en droit public. M. Castelazo a occupé divers postes de direction et d'administration dans les structures suivantes : la Commission fédérale d'électricité; le District fédéral; la Nacional Financiera; Banrural; les départements du commerce, de la réforme foncière, de la santé et des affaires sociales, ainsi que du développement urbain et de l'écologie; et la Présidence de la République. Auteur de nombreux écrits, c'est un spécialiste reconnu de l'administration publique et de la gestion dans les pays d'Amérique latine. Il a participé, en qualité d'expert, à diverses réunions de la Division de l'administration publique et de la gestion du développement et prend part, en qualité d'observateur, aux réunions du Comité d'experts de l'administration publique.

Xiaochu Dai (Chine)

M. Xiaochu Dai est actuellement Directeur général adjoint du Département de la coopération internationale au Ministère des ressources humaines et de la sécurité sociale, qui s'occupe de la gestion des ressources humaines nationales, de la sécurité sociale et de la fonction publique. De 1990 à 1998, M. Dai a travaillé au Département chargé du développement des compétences professionnelles et au Département de la formation du Ministère du travail et de la sécurité sociale, chargé de l'étude et de la mise au point des politiques et des programmes relatifs à la formation professionnelle; il y a participé à l'élaboration de la Loi sur la formation professionnelle et à la réforme du système de qualification professionnelle. De 1998 à 2001, M. Dai a travaillé au Département de la formation et de l'emploi du Ministère, qui est chargé de concevoir les politiques de l'emploi et de mener la recherche dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre rurale, les jeunes et la formation en matière de création d'entreprises. De 2001 à 2008, il a été affecté au Département de la coopération internationale du Ministère, où ses principaux domaines de responsabilité ont été les politiques relatives aux migrations de la main d'œuvre et les programmes de coopération technique dans les domaines du travail et de la sécurité sociale. En 2008, il a accédé à son poste actuel, où il est chargé des questions relatives à la coopération bilatérale et multilatérale et des questions concernant la gestion des fonctionnaires internationaux chinois et les traités internationaux relatifs à la mise en valeur des ressources humaines et à la sécurité sociale. Durant les 20 dernières années, M. Dai a pris une part active à l'élaboration et la réforme des politiques chinoises en matière de ressources humaines et a acquis une grande expérience dans les domaines du travail, de l'emploi et de la mise en valeur des ressources humaines. Il s'attache à tirer parti d'une grande expérience acquise sur le plan international pour promouvoir une

amélioration du marché du travail chinois, du réseau des agences publiques pour l'emploi et du système de qualification professionnelle. Partisan convaincu de la coopération et des échanges internationaux, il s'emploie à promouvoir une coopération active avec l'Organisation internationale du travail, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement dans les domaines suivants : l'emploi; les politiques migratoires; la sécurité sociale; et les objectifs du Millénaire pour le développement. De 2005 à 2009, il a présidé les sessions du Dialogue Chine-Union européenne sur l'emploi et les affaires sociales. De 2007 à 2009, il a participé, en qualité de délégué gouvernemental, à la Réunion des hauts responsables du travail réunissant la Chine et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Actuellement, en qualité de négociateur principal, il préside les négociations bilatérales sur la sécurité sociale entre la Chine et d'autres pays. Par ailleurs, il représente la Chine, en qualité de délégué officiel, à WorldSkills International. M. Dai est titulaire d'une maîtrise de l'Université de Beijing et de l'Université de Manchester.

Meredith Edwards (Australie)

M^{me} Edwards est professeur émérite à l'Université de Canberra. Elle a commencé sa carrière en tant que Directrice d'études principale à l'Université nationale australienne, puis est devenue maître de conférences à l'Australia and New Zealand School of Government (Université de Canberra), Présidente du Conseil d'administration de Closing the Gap Clearinghouse et professeur invité à l'Australian National University, avant d'être engagée dans l'Administration publique du Commonwealth où, de 1983 à 1997, elle a travaillé dans de nombreux services, donnant des avis sur des questions importantes concernant la politique sociale, l'éducation et le marché du travail. Elle a été Secrétaire adjointe du Département du Premier Ministre et du Cabinet de 1993 à 1997, puis vice-rectrice de l'Université de Canberra d'août 1997 à août 2002. Elle a fondé l'Institut national pour la gouvernance en 1999 et l'a dirigé jusqu'en 2005, date à laquelle elle est devenue professeur émérite à l'Université de Canberra. En 2007, M^{me} Edwards a présidé un examen du programme de recherche de l'Australia and New Zealand School of Government. Elle a également siégé au Wran Committee, spécialisé dans le financement de l'enseignement supérieur (1988-1989), et au Conseil consultatif australien des statistiques (1988-2001). Elle a été membre de l'Institut australien de gestion et du Conseil consultatif du Centre de droit international et de droit public de l'Université nationale australienne, puis Présidente de l'Economic Society of Australia and New Zealand (Section de l'Australian Capital Territory) de 1994 à 1996. Le professeur Edwards est entrée à l'Académie des sciences sociales australienne en 1994 puis à l'Institut australien d'administration publique en 2001. Elle a publié un grand nombre d'articles et présenté de nombreux travaux sur l'élaboration et l'analyse des politiques, portant plus particulièrement sur la famille, la prise en charge des enfants, le logement, la pauvreté, la participation des femmes à la gestion des affaires publiques et, plus récemment, sur toute une série de questions relatives à la gestion du secteur public. En 2001, elle a publié un ouvrage intitulé *Social Policy, Public Policy: From Problem to Practice*, inspiré des études de cas qu'elle avait réalisées pour l'Administration publique du Commonwealth. En 1992, le professeur Edwards a été décorée du « Order of Australia » pour les travaux qu'elle a menés dans les domaines de l'éducation et de la protection sociale.

Walter Fust (Suisse)

L'ambassadeur Walter Fust a été responsable de la Direction du développement et de la coopération. Né en 1945, il est titulaire d'une maîtrise en administration publique de l'Université de Saint-Galle (Suisse). Il a occupé plusieurs postes dans le secteur bancaire et au sein de l'administration publique, notamment dans la diplomatie suisse (affectations à Genève, Bagdad et Tokyo) et au Bureau de l'intégration européenne (Association européenne de libre-échange/Union européenne). Il a été Conseiller personnel du Président de la Confédération suisse en 1985, puis a été élu Directeur général de l'Office suisse d'expansion commerciale. De 1990 à 1993, il a été Secrétaire général du Ministère de l'intérieur et s'est occupé notamment des questions suivantes : sciences et recherche, santé publique, sécurité sociale, culture, statistiques et environnement. De septembre 1993 à avril 2008, il a été à la tête de la Direction suisse du développement et de la coopération. Depuis son départ à la retraite, il est président ou membre des conseils d'administration de diverses entités – Institute for Global Ethics, Fondation africaine pour l'innovation, Bibliothèque d'Alexandrie, Forum des fédérations, Coalition pour le dialogue sur l'Afrique, Conseil international pour la gestion des risques, Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures, Digital Data Divide et Helvetia Solar – ainsi que de différentes fondations philanthropiques en Suisse. M. Fust est membre de la Commission du haut débit au service du développement numérique, créée par l'Union internationale des télécommunications et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Il a présidé l'Alliance mondiale pour le savoir, de 2002 à 2008, a été membre du Groupe d'étude des technologies de l'information et des communications des Nations Unies et a siégé au Comité directeur de l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement (Nations Unies).

Alexandre Navarro Garcia (Brésil)

M. Alexandre Navarro Garcia est actuellement Vice-ministre de l'intégration nationale. Reconnu par l'École nationale d'administration publique comme un grand spécialiste de la gestion des affaires publiques, il possède des connaissances étendues dans le domaine de l'administration publique. Il participe depuis 2006, en qualité d'observateur, aux réunions du Comité d'experts de l'administration publique. M. Garcia est titulaire d'un diplôme d'études supérieures en droit et d'un diplôme en administration des entreprises. Il a présidé un certain nombre d'entités, telles que le Conseil d'administration de Nuclebrás Equipamentos Pesados, qui relève du Ministère de la science, de la technologie et de l'innovation, et a siégé dans plusieurs conseils d'administration, dont celui du Conseil pour le développement intégré du District fédéral. M. Garcia a reçu différentes distinctions, dont l'Ordre du mérite naval et l'Ordre national du mérite scientifique.

Angelita Gregorio-Medel (Philippines)

M^{me} Angelita Gregoria-Medel est actuellement la Directrice exécutive du Réseau pour la responsabilité sociale pour l'Asie de l'est et le Pacifique. Elle est titulaire d'un doctorat en sociologie de l'Université de Bielefeld (Allemagne). Elle

est membre du corps enseignant de l'Université Ateneo de Manila, où elle intervient dans le cadre du Programme de formation des cadres de l'Ateneo School of Government. Elle a acquis une grande expérience de la conception, de l'élaboration et de la mise en œuvre d'initiatives liées à la responsabilité sociale, notamment au Cambodge, en Indonésie, en Mongolie et aux Philippines. Les structures, les interventions et les projets suivants ont contribué à forger son expérience professionnelle : l'élaboration de programmes de pays et l'assistance technique à des organisations partenaires, particulièrement dans les domaines de la conception et de l'évaluation de projets relatifs à l'assurance maladie et au renforcement des capacités de plaidoyer et d'entrepreneuriat, à l'Arbeiterwohlfahrt Bundesverband (Allemagne); le Partenariat pour la mise en valeur des ressources humaines dans les zones rurales en Asie; l'élaboration et l'évaluation de projets en participation; l'évaluation du développement communautaire (Centre for Community Services Gawad Kalinga); l'élaboration d'indicateurs de programme pour la bonne gouvernance; l'évaluation des institutions (National Economic and Development Authority, Département du budget et de la gestion, Commission nationale de lutte contre la pauvreté) à l'Université Ateneo de Manila; l'évaluation, en collaboration avec l'Agence australienne pour le développement international, du mécanisme australo-philippin de mise en valeur des ressources humaines; l'Agence canadienne de développement international; la gestion axée sur les résultats et le développement des coopératives (le développement socioéconomique par l'intermédiaire des coopératives aux Philippines); la définition et l'évaluation des indicateurs de résultats; l'évaluation de projets et la conception d'un mécanisme de microfinancement, avec l'ambassade du Japon; la Fondation des Philippines pour l'environnement; l'évaluation des résultats et la planification stratégique; le German Development Service; la collaboration entre les organisations non gouvernementales et l'État en vue du renforcement des capacités; un projet sur l'administration et la gestion des terres; le renforcement des capacités en matière de suivi et d'évaluation des projets; MISEREOR e.V. (Allemagne); l'évaluation des programmes (évaluation formative); le développement organisationnel et la facilitation du dialogue de partenaires entre les Philippines et MISEREOR; le suivi et l'évaluation, avec la Commission nationale, du rôle des femmes aux Philippines; le programme de consultations des secteurs de base, avec la Commission nationale de lutte contre la pauvreté; la planification stratégique, avec la Peace and Equity Foundation; et la mise en place du suivi et de l'évaluation au Centre philippin pour la population et le développement.

Igor Khalevinsky (Russie)

M. Igor Khalevinsky, qui présente un brillant cursus universitaire, dispose d'une expérience de plus de 40 ans dans la diplomatie et la fonction publique internationale. Il possède une expérience professionnelle dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes et a notamment participé à différents processus de l'Organisation des Nations Unies. De 1967 à 2012, M. Khalevinsky a occupé un certain nombre de postes dans la diplomatie et au sein de l'administration, notamment en qualité d'ambassadeur extraordinaire et d'inspecteur général adjoint au Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie (1997-2012). Il a été professeur à l'Académie russe de la fonction publique, qui relève de la Présidence de la Fédération de Russie (1996-1998), et professeur à l'Institut des relations internationales de Moscou (1991-1994). M. Khalevinsky est

membre de la Confédération Mondiale sur la Science de la Productivité, de l'Académie russe de la formation professionnelle, de l'Association russe des relations publiques de l'Union des journalistes russes. Il est Vice-Président de l'Académie internationale d'informatisation.

Mushtaq Khan (Bangladesh)

M. Khan est professeur d'économie à la faculté de droit et de sciences sociales de l'École des études orientales et africaines de l'Université de Londres et a été professeur invité à l'Université de Dhaka (Bangladesh) et à l'Université Chulalongkorn (Thaïlande). Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Cambridge. Ses domaines de recherche sont l'économie institutionnelle, la maximisation de la rente, la corruption et le clientélisme, la politique industrielle et l'intervention étatique dans les pays en développement. Il s'intéresse également au développement économique de l'Asie du Sud et du Sud-Est en général, et à celui du sous-continent indien en particulier. Il a dirigé la publication de *State Formation in Palestine: Viability and Governance during a Social Transformation* (2004) et de *Rents, Rent Seeking and Economic Development: Theory and Evidence in Asia* (2000). Il a également contribué à de nombreux ouvrages collectifs et a notamment rédigé les chapitres suivants : « Corruption and governance in early capitalism: World Bank strategies and their limitations » (*Reinventing the World Bank*, 2002); « State failure in developing countries and institutional reform strategies » (*Towards Pro-Poor Policies: Aid Institutions and Globalization*, 2004); et « The capitalist transformation » (*The Origins of Development Economics: How Schools of Economic Thought Have Addressed Development*, 2005). Il a publié des articles dans de nombreuses revues, notamment : *American Economic Review*, *The Economics of Transition*, *Democratization*, *Journal of Agrarian Change*, *New Political Economy*, *Journal of International Development* et *The European Journal of Development Research*. Parallèlement à sa carrière universitaire, le professeur Khan a été consultant auprès d'institutions internationales s'occupant aux pays pauvres, notamment la Banque mondiale, le Ministère britannique du développement international, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque asiatique de développement.

Francisco Longo Martínez (Espagne)

Le professeur Francisco Longo Martínez est Directeur de l'Institut de gestion des affaires publiques, à l'École supérieure d'administration et de direction d'entreprise (ESADE), qui est rattachée à l'Université Ramón Llull (Barcelone, Espagne). Précédemment professeur au Département des ressources humaines de l'ESADE, il préside actuellement le Conseil des études de l'École. Il siège au Conseil d'administration de l'École de gestion des affaires publiques (Catalogne) et à la Commission créée par le Gouvernement espagnol pour étudier la nouvelle loi fondamentale régissant le statut des fonctionnaires. Il a été Directeur de la Division des ressources humaines et responsable des services centraux de la municipalité de Barcelone avant d'entrer à l'École supérieure. Il siège au conseil de rédaction de diverses revues spécialisées de renommée internationale, notamment l'*International Journal of Public Administration* et la *Review of Public Personnel Administration*. Il a publié de nombreux articles sur la fonction publique, la gestion des affaires

publiques, les ressources humaines et la conception des institutions. Il est l'auteur du célèbre ouvrage sur la gestion publique des ressources humaines intitulé *Mérito y Flexibilidad*, qui a été publié en espagnol et en portugais. Il est le coauteur de plusieurs ouvrages, dont notamment, parmi les plus récents, *Escenarios de la Gestión Pública del siglo XXI* (2008) et *La Profesionalización del empleo público en América Latina* (Centro de investigación de relaciones internacionales y desarrollo, 2008). Il a également été consultant auprès de plusieurs gouvernements d'Europe et d'Amérique latine et a prêté conseil à des organisations internationales, notamment l'ONU, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et l'Institut européen d'administration publique. Il a également contribué à l'élaboration de la Charte ibéro-américaine de la fonction publique (2003), dont l'adoption a été accueillie avec satisfaction par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 58/231. Il est réputé pour avoir mis au point la méthodologie de diagnostic applicable à l'analyse institutionnelle de la fonction publique nationale, actuellement utilisée par la Banque interaméricaine de développement et l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement. Le professeur Francisco Longo Martínez est diplômé de la faculté de droit de l'Université de Barcelone.

Paul Oquist (Nicaragua)

M. Oquist est actuellement Ministre des politiques nationales du Nicaragua et Secrétaire personnel du Président chargé des politiques nationales. Il a également été Conseiller principal au sein du Cabinet du Président de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. M. Oquist a occupé la fonction de chef des conseillers présidentiels au Nicaragua et a également prêté conseil aux gouvernements de l'Équateur, de la Mongolie et du Pakistan, pour le compte du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), au sujet de questions concernant l'administration publique, la décentralisation, le développement du secteur privé et le renforcement des capacités techniques dans divers secteurs, tels que l'informatique, la comptabilité, l'audit et la formation. Il a par ailleurs été Directeur et Conseiller régional du programme régional du PNUD relatif à la gouvernance en Asie. En cette qualité, il a joué un rôle décisif dans l'adoption de réformes de la gouvernance en Chine, la consolidation de la paix dans le sud des Philippines et la création d'un réseau d'analyse des politiques entre les parlements des pays de la région Asie. M. Oquist est l'auteur d'un programme de formation en plusieurs modules sur la gouvernance, dont le module de base est intitulé « Humanitarian Governance for Human Security » (« Assurer la sécurité humaine par une gouvernance humanitaire »). Il a joué un rôle essentiel dans la transition démocratique de son propre pays ainsi que dans la réorganisation de la fonction présidentielle en Équateur et dans la mise en œuvre de la réforme de l'administration publique au Chili. Il est fondateur et Directeur de l'Instituto de Estudios Nicaragüenses, un institut qui a réalisé d'importantes études pour le compte de l'Union européenne sur les divers aspects d'une bonne gouvernance, notamment l'éducation, les droits de l'homme, le renforcement des institutions démocratiques, la société civile et l'autonomisation des populations locales. Il a élaboré plusieurs programmes de renforcement des capacités pour diverses institutions, notamment l'École des cadres du système des Nations Unies à Turin (Italie) et l'Union européenne. Il est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en sciences politiques de l'Université de Californie (Berkeley).

Dalmas Anyango Otieno (Kenya)

Jusqu'à la récente tenue des élections au Kenya, M. Dalmas Anyango Otieno était Ministre d'État à la fonction publique (Primature du Kenya) et Président de la Conférence des Ministres africains de la fonction publique. Il siège actuellement au Sénat. M. Otieno est titulaire d'une licence en économie appliquée de l'Université de Makerere (Ouganda) et a poursuivi des études de troisième cycle en gestion, en assurances et en finances. Il a été honoré des distinctions de « Elder of the order of the Burning Spear of Kenya » (1986) et de « Elder of the order of the Golden Heart of Kenya » (1989). Ses domaines de spécialisation sont l'économie, les finances et les assurances. Il est membre associé du Chartered Insurance Institute (Institut des professionnels agréés de l'assurance) et est lui-même un professionnel agréé de l'assurance. Membre élu du Parlement kenyan depuis 1988, il a également occupé les portefeuilles suivants au sein du Gouvernement : industrie (1988-1991), main-d'œuvre et emploi (1991), transports et communications (1991-1996) et fonction publique (depuis 2008). Par ailleurs, M. Otieno a siégé à l'Electricity Regulatory Board (Conseil de régulation de l'électricité) (1998-2001) et a occupé les fonctions de Directeur de la Kenya Commercial Bank (1982-1985) et de trésorier du Conseil de l'Université Kenyatta. Il a acquis une riche expérience en tant que gestionnaire dans les secteurs public et privé, ministre, parlementaire et responsable politique chargé de promouvoir la réforme de la fonction publique en Afrique. M. Otieno est actuellement l'un des ministres de la fonction publique les plus influents en Afrique, s'agissant des questions relatives au renforcement des capacités de la fonction publique.

Marta Oyhanarte (Argentine)

M^{me} Marta Oyhanarte est avocate et Directrice de Global Consultores, un cabinet de conseil qui aide les collectivités locales à améliorer la gouvernance. Elle a précédemment assumé les fonctions de Sous-Secrétaire à la réforme institutionnelle et à la consolidation de la démocratie et dirige le Programme d'audit citoyen. En 1971, elle a obtenu un diplôme en droit avec mention de l'Université de Buenos Aires. Elle est médiatrice auprès du Ministère de la justice et cofondatrice et Présidente de Poder Ciudadano, une fondation non partisane qui s'attache à promouvoir la participation citoyenne. De 1996 à 1997, elle a dirigé le Centre de participation citoyenne et de gestion de la municipalité de Buenos Aires et, de 1998 à 2003, elle a représenté la ville de Buenos Aires. En outre, de 2000 à 2003, elle a présidé la Commission de la justice à l'Assemblée législative de Buenos Aires. M^{me} Oyhanarte a également siégé au Conseil académique de l'Institut de promotion des droits de l'homme, au Comité d'organisation du dialogue interaméricain, au Centre international de recherche sur les femmes basé à Washington et au Conseil d'experts sur la gestion du secteur public. Elle est l'auteur des ouvrages suivants : *Tu ausencia, Tu presencia* (Ton absence, ta présence), décembre 1987; *Cómo ejercer su poder ciudadano* (« Comment exercer son pouvoir citoyen »), décembre 1992; *Mediación : una transformación en la cultura* (« Médiation : une transformation culturelle »), coauteur, 1995; « La doble hélice » dans *Activists and Intellectuals in the Civil Society in Latin America*, coauteur, 2006; « La participación ciudadana en la Constitución de la ciudad de Buenos Aires » (« La participation citoyenne, dans la Constitution de la ville de Buenos Aires »), dans *The Constitution of Bs. As. City 1996-2006*, (coauteur, 2006); « Flexibilidad y búsqueda de consenso, componentes

de un liderazgo social efectivo » (« Flexibilité et recherche de consensus – les deux composantes d’un leadership social effectif »), dans *New leaders: Behaviours transforming reality* (coauteur, 2008); *Frutos de la Democracia: Manuel de Implementación de Auditorías Ciudadanas en Gobiernos Locales* (« Les fruits de la démocratie : Manuel d’application des audits citoyens dans les collectivités locales »), 2009; et *Carta Iberoamericana de Participación Ciudadana en la Gestión Pública* (« Charte ibéro-américaine de la participation citoyenne à la gestion des affaires publiques ») (coauteur, 2009).

Palouki Massina (Togo)

M. Palouki Massina est Secrétaire général du Gouvernement togolais depuis 2003. Il est également responsable de la politique de modernisation de l’administration publique du Togo et a assumé différentes fonctions dans le secteur public togolais, notamment celles de Directeur général de l’Agence de régulation des postes et des télécommunications, Conseiller à la Présidence, Conseiller juridique du Président de l’Assemblée nationale, Conseiller juridique de la Commission de privatisation, Membre de la Commission électorale et Membre du Comité de rédaction de la Constitution. M. Massina possède une connaissance pratique approfondie de la modernisation de l’administration publique en Afrique francophone. Il est titulaire d’un doctorat en droit de l’Université de Paris.

Eko Prasajo (Indonésie)

M. Eko Prasajo est diplômé de la Faculté des sciences sociales et politiques de l’Université d’Indonésie. Il a obtenu une maîtrise et un doctorat en administration publique à l’Université allemande des sciences administratives de Speyer (Allemagne). M. Prasajo, qui est professeur titulaire au Département des sciences administratives de l’Université d’Indonésie depuis 2006, a dirigé le Département de 2006 à 2009 et siégé au Conseil d’administration de l’Université de 2006 à 2011. Il est actuellement Directeur du Programme d’études de troisième cycle en administration publique de l’Université d’Indonésie. M. Prasajo est également Président du Local Government Watch Institute à la faculté des sciences sociales et politiques de l’Université d’Indonésie et responsable du Comité de rédaction de la revue *Bisnis and Birokrasi*. Il est membre du Comité directeur du Conseil exécutif de l’Organisation régionale de l’Orient pour l’administration publique, Président de la Commission d’experts de l’Association indonésienne pour l’administration publique et membre de l’Association asiatique pour l’administration publique. Il a été chercheur invité à l’Université de Fribourg (1998) et au Graduate Research Institute for Policy Studies (2010). Il a publié 15 ouvrages (en indonésien), écrit dans plusieurs revues et présenté des exposés dans un certain nombre de conférences et de séminaires internationaux. De 2003 à 2010, M. Prasajo a collaboré avec l’Agence allemande de coopération technique pour le compte du Ministère indonésien de la réforme administrative où il a donné des avis sur divers projets de réforme. Il a participé à la rédaction de la législation relative à la réforme administrative et à la décentralisation en Indonésie. Depuis 2006, il est membre du Conseil consultatif pour l’autonomie locale. Il est actuellement Vice-Ministre de la réforme administrative. Ses domaines de recherche sont, notamment, le fédéralisme et la décentralisation, la démocratisation et la démocratie locale, l’économie

politique dans l'administration, la réforme administrative et l'étude des politiques publiques.

Odette Ramsingh (Afrique du Sud)

M^{me} Odette Ramsingh est actuellement Directrice des ressources humaines au sein du groupe Metropolitan Health. Elle a occupé l'un des postes les plus importants du secteur public en tant que Directrice générale de la Commission de la fonction publique, une institution indépendante axée sur l'économie du savoir, chargée de superviser le bon fonctionnement de la fonction publique sud-africaine. Chargée d'apporter des solutions à des problèmes particulièrement ardu de la fonction publique, elle a fait appel à ses grandes capacités de recherche et d'approche stratégique, qui ont permis d'obtenir à des résultats durables. Elle a représenté l'Afrique du Sud à la Réunion commune sur la mise en valeur des ressources humaines dans la fonction publique dans un contexte d'ajustement structurel et de transition, tenue au siège de l'Organisation internationale du Travail (Genève), et a été élue Présidente du Groupe des gouvernements. Elle a également siégé à la Commission d'enquête Desai, qui a examiné des plaintes pour irrégularités au sein de l'administration publique dans la province du Cap occidental. Par ailleurs, elle a publié un certain nombre d'articles dans des revues nationales et internationales et est souvent invitée à fournir des avis spécialisés concernant l'administration publique. Elle est conseillère auprès de la Cour suprême sud-africaine. M^{me} Ramsingh a été la première responsable du Secrétariat intérimaire de l'Association of African Public Services Commissions et préside le Groupe de travail sur le Réseau du personnel des ressources humaines du secteur public en Afrique parrainé par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, après avoir été élue Vice-Présidente du Réseau. Elle est titulaire d'une licence en lettres, d'une licence en droit et d'une maîtrise en gestion des entreprises et a été lauréate de la prestigieuse bourse d'études Nelson Mandela, grâce à laquelle elle a obtenu sa maîtrise en gouvernance et développement de l'Université de Sussex.

Allan Rosenbaum (États-Unis d'Amérique)

Depuis 17 ans, M. Allan Rosenbaum est Directeur de l'Institute for Public Management and Community Service et professeur d'administration publique à l'Université internationale de Floride. Auparavant, M. Rosenbaum a été doyen de la faculté des affaires publiques et des services à l'Université internationale de Floride et professeur associé de politiques publiques à l'Université de Maryland, où il a dirigé le Maryland Institute for Policy Analysis and Research, un institut de recherche sur les politiques publiques. Le Dr Rosenbaum a occupé des postes au sein de l'administration fédérale des États-Unis, où il s'est occupé des relations entre l'exécutif et le Congrès dans le domaine des politiques d'éducation durant la présidence Carter, ainsi que dans des facultés de l'Université du Connecticut et de l'Université du Wisconsin (Madison). Il a occupé un poste de chercheur à l'Université de Chicago. Au terme de ses fonctions de doyen, M. Rosenbaum s'est activement consacré à l'assistance technique, à la consultation et à la recherche dans les domaines de l'administration publique et du développement démocratique. Il a publié des écrits sur la réforme de la gouvernance, les questions de décentralisation et les relations entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif et a mené des

consultations, travaillé ou présenté des exposés dans plus de 80 pays à travers le monde. De 2001 à 2004 et de 2007 à 2010, M. Rosenbaum a assumé la présidence de l'Association internationale des écoles et instituts d'administration. En décembre 2011, il a été élu Vice-Président de l'American Society for Public Administration, dont il assumera la présidence en 2014. Il a siégé aux comités exécutifs de l'Institut international des sciences administratives et de la National Association of Schools of Public Affairs and Administration, dont il a également présidé le Comité international. Il a également siégé au Comité international et présidé le Comité Leonard D. White de l'American Political Science Association. Il a aussi présidé le Groupe de travail de l'ONU sur les normes d'excellence en matière de formation dans l'administration publique. De nombreuses distinctions lui ont été décernées par des autorités locales et régionales et des associations d'administration publique à travers le monde. M. Rosenbaum est titulaire d'une licence d'histoire de l'Université de Miami, d'une maîtrise en administration de l'enseignement supérieur de la Southern Illinois University et d'une maîtrise en sciences politiques et en administration publique de l'Université de Californie (Berkeley). Il a également obtenu, en 1976, un doctorat en sciences politiques de l'Université de Chicago.

Margaret Saner (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

M^{me} Margaret Saner est conseillère principale en stratégie, spécialisée dans la gouvernance, le leadership, la réforme et le renforcement des institutions. Durant sa carrière au sein de la fonction publique au Royaume-Uni, M^{me} Saner a mis en œuvre un certain nombre d'initiatives intéressant l'ensemble de la fonction publique au Royaume-Uni et ailleurs et a acquis une expérience considérable à l'échelle internationale, notamment dans le cadre d'un détachement auprès du Gouvernement kenyan. Elle avait pour mission de conseiller le Premier ministre au moment de la mise en place de son cabinet et de son plan stratégique, puis lors de l'exécution de ce plan, qui comportait notamment la réforme du secteur public, le perfectionnement des cadres et la mise en application de la nouvelle Constitution. Auparavant, elle avait prêté son concours au Chef du Service de la Primature britannique chargé de définir la responsabilité intergouvernementale en matière de résultats (Delivery Unit). Avant cette affectation, elle avait dirigé, pour le compte de l'Association de l'administration publique du Commonwealth, l'Initiative consacrée aux instituts. Toujours à l'Association, elle avait créé le réseau des instituts, en collaborant avec des responsables de projets de réforme, des directeurs de la fonction publique et des directeurs d'instituts pour aligner plus efficacement la formation et le perfectionnement sur la modernisation et la réforme de la fonction publique. Responsable du Centre for Management and Policy Studies, elle a dirigé la fusion du Corporate Leadership, au Bureau du Cabinet du Royaume-Uni, avec le Civil Service College, puis a supervisé, en qualité de Proviseur adjoint, le lancement de la nouvelle National School of Government. Elle a acquis une solide expérience des programmes nationaux de réforme et de modernisation. Elle a dirigé le Corporate Leadership dans le cadre du programme britannique Leading for Delivery et prêté conseil sur les aspects de la mise en place d'organismes de direction touchant aux ressources humaines, à l'époque où le Gouvernement était dirigé par le Premier ministre Thatcher. Elle a dirigé les travaux interdépartementaux sur la qualité et le service à la clientèle et créé la base de données Agency Benchmarking. S'appuyant sur l'expérience acquise dans un important département opérationnel, M^{me} Saner a

fait appel à des méthodes novatrices touchant la gestion des résultats et la structure des salaires. En plus de ses activités auprès du Commonwealth, elle a dirigé des missions en Europe, en Chine, au Moyen-Orient et en Afrique et collaboré avec des organisations internationales, telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques, où elle a représenté le Royaume-Uni pour les questions relatives à la gouvernance publique. Son domaine de spécialisation est la gestion des ressources humaines et elle a participé à des travaux de groupes d'experts au Royaume-Uni et pour le compte de l'ONU et du Commonwealth. Elle a été la fondatrice et la première directrice du Sunningdale Institute. Elle siège au conseil d'administration de la Public Management and Policy Association et est chargée de recherche au Chartered Institute of Personnel and Development. Pendant plusieurs années, elle a été membre du jury d'attribution du prix « United Kingdom Public Administration Consortium Prize ». Elle continue de prêter conseil aux niveaux local et international et de participer à des conférences internationales et à la formation universitaire de cycle supérieur.

Dona Scola (République de Moldova)

M^{me} Dona Scola est, depuis novembre 2009, Vice-Ministre des technologies de l'information et des télécommunications de la République de Moldova. Elle a acquis une expérience de plus de 20 ans en gestion dans le domaine des technologies de l'information et des communications (TIC). Elle a dirigé l'un des tout premiers fournisseurs d'accès internet et contribué au développement de l'Internet et au déploiement de la bande large dans le pays. Elle a dirigé le programme de renforcement de la compétitivité du secteur des TIC, dans le cadre d'un projet exécuté par Chemonics International à Moldova pour le compte de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) (avril 2007 – octobre 2009). De 2002 à 2006, elle a mis au point Globnet, un fournisseur d'accès Internet qui, le premier, a assuré la connexion Internet à large bande à Moldova et est devenu un leader dans le secteur du commerce interentreprises (business-to-business) en seulement un an. En 1998, M^{me} Scola a participé à la création de l'Association DNT, une organisation non gouvernementale issue de la Fondation Soros, qui œuvre en faveur du développement de l'Internet et de la formation informatique et reste le principal partenaire du programme Cisco Networking Academy à Moldova. M^{me} Scola a mis au point le programme de liaison Internet de la Fondation Soros à Moldova, de 1996 à 2002, fourni l'accès Internet à des établissements d'enseignement et, en 1996, assuré l'accès à la première chaîne Internet non gouvernementale étrangère. Son équipe a également entrepris l'élaboration de contenus et proposé, en 1998, des plateformes pour les médias en ligne et la publicité. De 1992 à 1996, M^{me} Scola a assumé, au sein de la Fondation Soros, les fonctions de coordonnatrice du programme d'informatisation scolaire à Moldova, dont elle a été la directrice financière en 1995 et 1996. Tout au long de sa carrière, M^{me} Scola, qui a pris une part active à l'élaboration des politiques relatives aux TIC, a siégé au comité directeur d'un projet d'administration en ligne financé par l'USAID et réalisé des consultations dans le cadre de différents projets financés par la Banque mondiale, l'Union européenne et des organismes des Nations Unies. M^{me} Scola a obtenu une licence d'informatique de l'Université technique de Moldova, en 1992, et une maîtrise en administration des affaires de l'École supérieure de commerce de Grenoble, options gestion internationale et interculturelle, financement des entreprises et commercialisation de services.

Pontso Susan Matumelo Sekatle (Lesotho)

En sa qualité de membre du Parlement du Lesotho représentant la circonscription de Qacha's Nek, M^{me} Pontso Susan Matumelo Sekatle participe à l'élaboration des politiques et de la législation, à l'allocation des crédits budgétaires de l'État et au contrôle de l'exécutif et assure l'encadrement et la supervision de sa circonscription. Elle a précédemment été Ministre des collectivités locales et des chefferies, Ministre de la santé et des affaires sociales, maître de conférences et chef du Département des sciences politiques et de l'administration publique à l'Université du Lesotho. Ses domaines de spécialisation sont l'administration publique, l'administration du développement, les entreprises publiques, les collectivités locales et le développement rural. M^{me} Sekatle a été Présidente de la Democratic Congress Women's League (2012), et aussi Présidente (2011-2012), Vice-Présidente (2008-2011) et Secrétaire générale (2001-2008) de la Lesotho Congress for Democracy Women's League. M^{me} Sekatle a également siégé à la Commission nationale du Lesotho pour l'UNESCO et aux conseils d'administration du Centre of Specialization in Public Administration and Management et de la Lesotho National Development Corporation. À plusieurs reprises, elle a assisté, en qualité d'observatrice, aux réunions du Comité d'experts de l'administration publique où elle a présenté, en 2010, une étude de cas sur le renforcement du pouvoir d'action des femmes au sein des collectivités locales au Lesotho. M^{me} Sekatle a publié des écrits concernant l'administration publique, la gouvernance et le renforcement des institutions.

Najat Zarrouk (Maroc)

M^{me} Najat Zarrouk est Gouverneur, Directrice de la formation des cadres administratifs et techniques au ministère de l'Intérieur du Gouvernement marocain. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université Mohammed V de Rabat, option relations internationales. Elle est également diplômée de l'École nationale d'administration publique de Rabat et diplômée de l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne) en études internationales, européennes et comparatives. En outre, elle a suivi plusieurs stages de formation : en gestion publique, à l'Université de Pittsburgh; en développement régional, à l'Université d'Aix-Marseille III; et en déconcentration, en France. Elle dispose d'une expérience en gestion de près de 29 ans en tant que fonctionnaire au Ministère de l'intérieur du Maroc. Elle a exercé des fonctions pendant 17 ans au Secrétariat général du ministère, avant d'être nommée Chef de la Division des liaisons et de l'organisation en 1998. En juillet 2003, le Roi Mohammed VI l'a nommée Directrice des affaires juridiques, des études, de la documentation et de la coopération, poste qu'elle a occupé jusqu'en mars 2006, avant d'être nommée par le Roi Directrice de la formation des cadres administratifs et techniques. Elle a participé aux travaux ou assuré la présidence de nombreuses commissions ou comités ministériels ou interministériels chargés de traiter des dossiers tels que la déconcentration, la simplification des procédures administratives, l'amélioration des normes éthiques de la fonction publique, la promotion des investissements, l'amélioration des conditions de vie des enfants et la modernisation de la gestion des ressources humaines à l'échelon des collectivités locales. Auteur de nombreux articles et études consacrés à l'administration publique et à la fonction publique, elle a notamment publié, en 2008, un ouvrage intitulé *Commerce et développement : du GATT à l'OMC*, préfacé par M. Pascal Lamy,

Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce. Elle dispense des cours à temps partiel dans plusieurs institutions de formation, dont des universités, sur la législation de l'Organisation mondiale du commerce, la promotion des partenariats à l'échelon local, la régionalisation et la déconcentration. M^{me} Zarrouk est membre du Conseil d'administration de l'Institut des femmes arabes leaders d'Amman.

Jan Ziekow (Allemagne)

Le professeur Jan Ziekow a dirigé l'Institut allemand de recherche pour l'Administration publique à partir de 2001. Auparavant, il avait été professeur titulaire de droit public à l'Université de Bielefeld. Il est actuellement Directeur de l'Institut chargé d'évaluer l'impact de la réglementation et Président de la Section allemande de l'Institut international des sciences administratives. Il est également membre d'un certain nombre de commissions et de comités parlementaires et gouvernementaux, dont le Conseil consultatif sur la loi relative aux procédures administratives (Ministère fédéral de l'intérieur), la Commission de la participation citoyenne du Parlement de Rhénanie-Palatinat, la Commission de la réforme administrative du Premier ministre de la Thuringe, le Comité directeur pour les partenariats entre le secteur public et le secteur privé (Gouvernement du Land de Rhénanie-Palatinat) et le Comité consultatif pour un comportement administratif responsable aux niveaux social et écologique (Gouvernement de Brême). Il a prêté conseil à divers gouvernements dans les domaines suivants : la transformation de l'État, la modernisation du secteur public, la réforme de l'administration locale et centrale, les nouvelles formes de gouvernance, le développement durable, la responsabilité sociale et écologique, l'amélioration de la réglementation, les études d'impact, l'administration électronique, les partenariats entre secteur public et secteur privé et les autres formes de coopération, la société civile, les marchés publics, la réglementation des infrastructures, la gestion des ressources humaines, les procédures administratives et la juridiction administrative. Il a également dispensé des formations en cours d'emploi à des fonctionnaires. M. Ziekow est Directeur ou Codirecteur de plusieurs publications.
